



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« Cadre fiable et responsabilité individuelle plutôt que militantisme et bureaucratie »

Markus Ritter, conseiller national « Le Centre »
Président de l'Union Suisse des Paysans

Il faut bien admettre que, par le passé, l'agriculture et l'économie n'ont pas toujours entretenu des relations chaleureuses. À titre d'exemple, les questions d'ouverture des frontières ou les activités annexes des agriculteurs, perçues comme une concurrence, ont donné lieu à des discussions.

Au cours des deux dernières années, nous avons toutefois pris conscience que nous avons bien plus d'affinités que de désaccords, et que nous serions bien avisés de collaborer plus étroitement. Surtout pour ce qui est des questions politiques. Dans ce domaine, nous souffrons tous des mêmes maux : réglementation toujours plus importante, obligations excessives, charge administrative peu raisonnable et coûts élevés. Ces derniers non seulement limitent notre compétitivité face à l'étranger et aux importations, mais aussi entravent nos exportations.

L'agriculture est elle aussi particulièrement touchée. Le gouvernement et le Parlement ont édicté d'innombrables dispositions détaillées pour réglementer le secteur agricole dans sa totalité. À travers ses ordonnances, le Conseil fédéral fait de la microgestion : il prescrit que les tas de branches doivent avoir une hauteur de 50 cm pour pouvoir être pris en compte comme éléments de promotion de la biodiversité, ou que les arbres morts ne donnent droit à des contributions que si leur diamètre à hauteur de poitrine est d'au moins 20 cm.

Il faut plus de 4000 pages pour réglementer l'agriculture dans les moindres détails, et l'esprit d'entreprise, la responsabilité individuelle et le bon sens n'y ont pas leur place. À l'heure actuelle, le Conseil fédéral et le Conseil national veulent étendre les surfaces de promotion de la biodiversité de manière démesurée. Ainsi, 17% du territoire suisse devraient être définis en tant qu'aires centrales. De plus, le Conseil fédéral a déjà décidé un objectif de surface totale de 30% : la Confédération entend consacrer 30% de notre pays, soit 1,2 million d'hectares, à la biodiversité par le biais de plans directeurs contraignants pour les autorités. En conséquence, l'agriculture, le tourisme et la production d'énergie verraient leurs possibilités de développement fortement limitées, et l'espace rural se retrouverait ainsi paralysé.

La mise en œuvre des trajectoires de réduction définies dans l'initiative parlementaire 19.475 prévoit de délimiter 3,5 % supplémentaires de terres arables pour la biodiversité. Cette part obligatoire prive la production agricole de plus de 10 000 hectares des meilleures terres cultivables du pays. Plantée en céréales, cette surface permet de produire le pain d'un million de personnes pendant toute une année. Dans une période d'incertitude et d'instabilité géopolitique accrue, de telles décisions sont incompréhensibles. La sécurité d'approvisionnement, longtemps considérée comme acquise, ne va plus de soi aujourd'hui.

Ces évolutions sont le résultat des décisions d'un Parlement et en particulier d'un Conseil national dont la politique est de plus en plus hostile à l'économie et à l'agriculture, surtout au cours de la législature actuelle. La Suisse se retrouve affaiblie dans son ensemble. Dans les mois à venir, notre campagne de soutien « Perspective Suisse » devra mettre en évidence ce contexte et son impact sur la population.



sgv  usam



La participation de l'Union suisse des paysans à cette campagne de soutien peut sembler inédite et, à première vue, inattendue. Pourtant, elle n'a rien d'absurde, car nous, les paysannes et les paysans, nous nous considérons comme faisant partie de l'économie et d'une importante chaîne de création de valeur, comme des entrepreneuses et des entrepreneurs indépendants. Pour pouvoir agir en tant que tels, le Parlement doit prendre des décisions qui nous donnent des libertés, des possibilités de développement et une marge de manœuvre, et non des décisions qui nous freinent toujours plus. Dans cette optique, il faut à nouveau un Parlement dont la majorité est favorable à l'économie et à l'agriculture. À travers notre campagne, nous souhaitons créer une base pour améliorer les chances des candidates et candidats correspondants d'être élus.

Nous avons déjà pu acquérir une expérience précieuse en matière de collaboration. À côté des campagnes pour les différents objets soumis au vote du peuple le 25 septembre, nous avons mis en œuvre quelques mesures communes sous le nom de « 1xNON, 3xOUI ». Nous tirons un bilan positif de cette collaboration : trois de nos quatre objectifs ont été atteints, et même le résultat de l'impôt anticipé s'est révélé bien meilleur que celui des projets fiscaux précédents, avec 48% de voix favorables. Ces expériences positives nous encouragent à poursuivre et à approfondir notre collaboration.

Encore un mot sur les messages utilisés dans le cadre de la campagne. Ce qui compte pour nous tous, c'est de rechercher la sécurité et la stabilité. Pour l'agriculture, le message sur la sécurité alimentaire « Parce que les paysans suisses veillent à ce qu'il y ait toujours suffisamment de tout » revêt bien sûr une importance particulière, notamment au vu de l'actualité mondiale. Ce message vise à faire prendre conscience à la population qu'il n'est pas évident d'avoir toujours assez à manger, et que les paysannes et les paysans s'engagent chaque jour à mettre à sa disposition des aliments produits de manière durable. Le message « Parce que seule la collaboration entre l'agriculture et la recherche assure une véritable durabilité » illustre en outre l'ouverture de l'agriculture à la nouveauté, sa volonté d'évoluer et l'importance que revêt la durabilité à ses yeux. Le secteur agricole suisse a besoin de conditions cadres fiables. Les exploitations sont des entreprises qui font preuve d'une grande responsabilité individuelle pour produire des denrées alimentaires de qualité dans le respect de la nature.

En tant que président de l'Union suisse des paysans, je me réjouis de cette collaboration et suis convaincu que le jeu en vaudra la chandelle.

Berne, le 7 octobre 2022